

AKTUELL

DROIT DE FILIATION

Pas contents !

David Angel

L'initiative Schutz fir d'Kand s'oppose à la réforme du droit de filiation telle qu'elle est prévue. Si certaines des questions soulevées semblent pertinentes, son approche réactionnaire saute aux yeux.

Un couple est assis en face d'un homme en costard. « Alors, on avait dit quoi pour la couleur des cheveux ? Blonds ? », demande l'homme. « Comme ça, au moins, on saura qui est le père ! », continue-t-il en rigolant.

C'est avec un film que l'initiative « Schutz fir d'Kand » (« Défense de l'enfant ») a ouvert sa conférence de presse au sujet de la réforme du droit de filiation (woxx 1308). Dans le court métrage, un couple choisit son futur enfant : taille, couleur des cheveux, intelligence... En fonction des caractéristiques qu'ils demandent, le prix augmente. Vous l'aurez compris, le couple veut procéder à une procréation médicalement assistée (PMA).

« Nous sommes contre toute forme d'homophobie », s'est empressé de clarifier dès le début Jean-Jacques Lorang, avocat et membre de Schutz fir d'Kand, initiative fondée en opposition à l'ouverture du mariage aux couples homosexuels. « Pour nous, ce projet de loi soulève de nombreuses questions, notamment en matière de procréation médicalement assistée et de gestation pour autrui (GPA) », a-t-il expliqué. « Nous sommes persuadés que les enfants seront les premières victimes de cette réforme. »

« Tout ce qui est techniquement possible n'est pas nécessairement souhaitable », a continué Lorang. « Rappelons que les nazis étaient forts en sciences, mais pas moralement. » Pour lui, la possibilité du développement d'un « secteur lucratif » autour de la procréation médicalement assistée au Luxembourg existe : « Avec le projet de loi 6568, rien ne pourra l'empêcher légalement. »

« La PMA pourrait soulager des couples confrontés à des problèmes de fertilité », a enchaîné Marie-Josée Estgen, pédopsychiatre, « mais il faut aussi voir le revers de la médaille : sans restrictions légales, des couples pourraient par exemple avoir des enfants à l'âge de 60 ans. » Pour elle, la PMA avec tiers donneur pose encore plus de problèmes que la PMA dite « homologue ». « Par cette méthode, on crée des enfants qui ne peuvent en aucun cas établir leurs liens génétiques. » Alors que, pour Estgen,

connaître « son papa et sa maman » fait partie des vœux de tout enfant. « De nos jours, les couples ne sont pas forcément conçus pour durer », a-t-elle affirmé. « Que se passera-t-il lorsque le parent non biologique prendra ses distances avec l'enfant ? »

Pour Michèle Kayser, pédiatre, le problème de la PMA au Luxembourg est qu'« il n'y a, jusque-là, aucun cadre juridique ». Par exemple, la question de la « coparentalité » lors d'une PMA avec tiers donneur ne serait pas réglée. Pourtant, le projet de loi indique que ces questions seront à régler avant la PMA par le biais d'une convention établie entre tous les concernés.

Le mal absolu : la GPA

Pour la pédopsychiatre Estgen, les dangers de la PMA ne s'arrêtent pas là : il y aurait aussi le danger de relations incestueuses, si le sperme du donneur échoit à plusieurs couples en même temps et que, ensuite, les enfants de ces couples se rencontrent, tombent amoureux et se mettent à leur tour à se reproduire. « Ces questions ne semblent intéresser personne ! », s'est-elle offusquée.

Si la PMA est mauvaise, la GPA représente le mal absolu pour Schutz fir d'Kand. « On interdit la prostitution, mais on autorise des gens à louer le corps d'une femme pour porter un enfant », s'est encore indignée la pédopsychiatre. « Que se passe-t-il lorsque cette femme consomme de l'alcool ou contracte le VIH ? »

Pour Estgen, les enfants issus de la GPA ne sauront jamais où se situer par rapport aux « différents personnages » impliqués dans leur conception. « On voit très bien, à l'exemple des familles recomposées, vers quels problèmes cela peut mener », a-t-elle expliqué. Si le projet de loi 6568 indique que « toute convention établie portant sur la gestation pour le compte d'autrui est nulle », Schutz fir d'Kand estime que cela correspond à une « libéralisation de la GPA ». Tout comme l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand dans son récent avis, l'initiative Schutz fir d'Kand estime qu'il faudra réglementer la situation d'enfants issus d'une GPA à l'étranger. Et souligne encore une fois qu'« on est pas homophobes ». Car, comme l'a relevé l'ex-députée CSV Marie-Josée Frank, présente dans le public : « Nous aimons tout le monde ! »

SHORT NEWS

Studie zu häuslicher Gewalt

(avt) - Pünktlich zum 8. März wartet das MEGA-Ministerium mit den Ergebnissen einer beim „Luxembourg Institute of Health“ (LIH) in Auftrag gegebenen Studie auf, deren Ergebnisse wenig erstaunen: junge Frauen sind in der Regel öfter betroffen, häusliche Gewalt kommt gehäuft in bildungsfernen Schichten vor und psychische Instabilität erhöht das Risiko für Frauen, Opfer von Gewalt zu werden. Darüberhinaus stellt die Studie fest, dass die Anzahl der Vorfälle in den letzten Jahren drastisch gestiegen ist, nämlich um gut 35 Prozent. Sprach die Polizei 2004 noch 145 Hausverweise aus, so waren es 2013 bereits 357, bei rund 844 registrierten Interventionen. Dabei dürfte die Dunkelziffer noch wesentlich höher sein. 95,2 Prozent der Täter sind männlich. Man muss also Zweifel haben, ob der gesetzliche Rahmen von 2003 noch ausreicht, um Frauen wirklich zu schützen. Zumindest einige der anvisierten Maßnahmen lassen indes hoffen: Noch in diesem Jahr sollen ein weiteres - dringend benötigtes - Frauenhaus eröffnet und in Düdelingen eine Opferambulanz eingerichtet werden, in der ein Arzt Frauen unmittelbar nach einer Misshandlung behandelt und auch ein Gutachten erstellt.

Linker Wachwechsel

(rg) - Am frühen Donnerstagmorgen hatte „Déi Lénk“ zu einer kurzfristig anberaumten Pressekonferenz geladen, für die Veränderungen ihrer parlamentarischen Vertretung angekündigt wurden. Aus gesundheitlichen Gründen gibt Justin Turpel, gut ein Jahr vor dem laut den Parteistatuten vorgesehenen Rotationstermin, sein Mandat an den Zweitgewählten der Zentrumliste, David Wagner, ab. Eine schlecht auskurierte Lungenentzündung sowie Probleme mit dem Rücken, die einen schwerwiegenden operativen Eingriff erfordert haben, zwangen den linken Abgeordneten in den letzten Monaten zu längeren Auszeiten. Schon vor vier Jahren hatte er auf ärztliches Anraten hin seine gewerkschaftlichen Aktivitäten stark zurückgeschraubt. Seine auch für seine MitstreiterInnen unerwartete Entscheidung falle ihm nicht leicht, so Turpel gegenüber der Presse. Er wird wahrscheinlich im März ein letztes Mal am Krautmarkt ans Rednerpult treten, falls das letzte Dossier, das er noch zu Ende abschließen will, dann auch tatsächlich spruchreif wird: Die Reform des öffentlichen Dienstes, an der er auch gewerkschaftlich seit langen Jahren mitgewirkt hat. Sein Nachfolger dürfte also im April vereidigt werden. Der ehemalige woxx-Journalist sieht sich gut vorbereitet, da er seit Dezember 2013 als parlamentarischer Mitarbeiter insbesondere die von seinem Vorgänger verantworteten Dossiers mitbetreut hat. Für „Déi Lénk“ bietet sich damit auch die Chance, die Rotation in zwei Etappen zu vollziehen und nicht ihre zwei Abgeordneten zeitgleich auswechseln zu müssen. Im nächsten Jahr ist es dann an Marc Baum, sein schauspielerisches Talent in der Chamber einzusetzen, wenn er Serge Urbany fristgerecht ablösen wird.

Uni.lu: Das große Bücherrücken

(mr) - Zehn Jahre nach der Standortentscheidung soll nun der Campus Belval am 22. September 2015 eingeweiht werden. Bildungsminister Claude Meisch und Staatssekretär Marc Hansen gaben die Details für den geplanten Umzug der Universität bekannt. Der Campus Walferdingen soll noch bis zum Juli auf den Campus Belval wechseln. Die dadurch frei werdenden Infrastrukturen sollen von Institutionen aus dem Bildungsbereich und aus der Jugendbetreuung genutzt werden. Dazu zählt auch das noch zu gründende „Institut de formation de l'éducation national“, das in Zukunft das auf drei Jahre verlängerte Praktikum der GrundschullehrerInnen ermöglichen soll. Der jetzt vorgezogene Umzug hat laut Bildungsminister Meisch zusätzlich den Vorteil, dass bis Anfang 2016 rund 5 Millionen Euro an Mietkosten gespart werden. Genaue Zahlen über die Kosten des Unterfangens konnte Minister Meisch allerdings nicht nennen. Auch die Hochschulberatungsstelle Cedies packt ihre Koffer und soll an einen zentraleren Standpunkt in der hauptstädtischen „Montée de la Pétrusse“ verlegt werden, um so besser erreichbar zu sein. Eine bessere Anbindung an das öffentliche Verkehrsnetz wird allerdings nicht unmittelbar zu einer Beschleunigung der Bearbeitungszeit der Studienhilfsanträge beitragen.